

JACQUES LE GUEN

“NICOLAS SARKOZY M'A DIT : TU AS L'INVESTITURE, ET JE VIENDRAI EN BRETAGNE TE SOUTENIR.”

Soutien indéfectible de Dominique de Villepin, le député du Finistère Jacques Le Guen a, à la suite d'un entretien avec Nicolas Sarkozy le 30 septembre dernier, été désigné pour porter les couleurs de l'UMP lors des prochaines élections régionales de mars 2010. Le président de la République l'aurait finalement préféré à Bernadette Malgorn, sa secrétaire générale en 2006 au ministère de l'Intérieur.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE LE DROLLEC PHOTO EMMANUEL PAIN

BRETONS : Médecin de formation, vous êtes aujourd'hui député du Finistère. Comment passe-t-on de la médecine à la politique ?

JACQUES LE GUEN : Le schéma est assez simple et habituel. Je me suis d'abord installé comme médecin généraliste en campagne, à Plounevez-Lochrist (Finistère). Là, j'ai été élu conseiller municipal en 1989, puis réélu en 1995, 2001 et 2008. Parallèlement, j'ai aussi été élu conseiller général du Finistère en 1998 et député en 2002. Voilà pour la partie électorale. Quant à mon engagement militant et politique, il remonte à la fin des années 1970. Chirac a créé le RPR le 5 décembre 1976. J'ai adhéré l'année suivante. Dans la foulée, j'ai été responsable régional des jeunes RPR, de 1979 à 1981.

Hier responsable régional des jeunes RPR, aujourd'hui candidat potentiel aux Régionales pour l'UMP. Comment décririez-vous cette droite bretonne que vous connaissez depuis trois décennies ?

Elle a un trait particulier : elle a passé son temps à se taper sur la gueule ! C'est extraordinaire. La guerre CDS,

remplacé ensuite par l'UDF, contre le RPR a été plus violente en Bretagne que dans le reste du territoire national. Résultat : comme nous avons bien su nous diviser, nous avons réussi à perdre. Perdre progressivement les métropoles, perdre dans un second temps les conseils généraux, et pour finir perdre la Région. Voilà comment nous avons tout perdu en trente ans.

Passé ce constat, comment expliquez-vous ces divisions ?

C'est certainement une histoire d'hommes. De préséance, aussi. La droite bretonne a longtemps été tiraillée entre le courant social-démocrate et le courant gaulliste. Pendant longtemps, ça s'est résumé à un combat de l'un contre l'autre. Et des gaullistes, il n'en reste plus beaucoup d'ailleurs.

Cette droite ne manque-t-elle pas d'une personnalité pour l'incarner, un peu comme Jean-Yves Le Drian incarne aujourd'hui la gauche en Bretagne ? N'y a-t-il pas une crise de leadership ?

C'est le problème. De mon côté, j'ai essayé de créer il y a quelques années l'Union des conseillers généraux de Bretagne. Mais on nous a savonné la planche. À l'époque, Pierre Méhaignerie, qui soutient d'ailleurs aujourd'hui Bernadette Malgorn pour l'investiture à la candidature UMP pour les prochaines Régionales, avait particulièrement tout fait pour nous savonner la planche.

Pourquoi parle-t-on du "bouillant" Jacques Le Guen ?

On me dit que j'ai un caractère de cochon, que je suis assez directif, capable d'élever la voix. J'ai peut-être aussi du caractère et des positions tranchées sur un certain nombre de sujets. Et quand je ne suis pas d'accord, je le dis. En tant que parlementaire, j'estime d'ailleurs que je dois conserver cette liberté de parole. Car quand on a des idées, il ne faut pas hésiter à les exprimer. D'ailleurs, cette phrase n'est pas de moi mais de Nicolas Sarkozy. C'est exactement ce qu'il m'a dit lors de notre récent entretien.

Cet entretien, c'est vous qui l'avez demandé ?

Voyant la situation se dégrader, j'ai demandé une audience au président de la République. Rapidement, le Président m'a confirmé qu'il m'accorderait rendez-vous. Celui-ci a duré quarante minutes et s'est déroulé entre un conseil



des ministres et un déjeuner avec le Premier ministre danois.

Il se disait jusque-là que votre rivale à droite, l'ex-préfète Bernadette Malgorn, avait les faveurs de l'Élysée parce qu'elle était secrétaire générale au ministère de l'Intérieur en 2006, alors même que Nicolas Sarkozy était en poste place Beauvau. Comment cet entretien s'est-il passé ?

Très bien. Nous avons parlé de la situation politique bretonne, et du passé. Nous avons ainsi conclu que nous étions tous deux des "hypermnésique". C'est-à-dire que nous avons conclu qu'il fallait être capable de pardonner, mais qu'il fallait aussi avoir de la mémoire. Nous n'avons en effet pas toujours eu les mêmes orientations. Lors de la période de précampagne présidentielle en 2007, j'ai ainsi considéré qu'il existait un meilleur candidat (Dominique de Villepin, ndlr).

On vous a dit "confiant" suite à cet entretien. Pourquoi ?

Le président m'a dit ceci : "Tu as l'investiture et je viendrai en Bretagne t'aider, te soutenir. Je préfère un politique à une technocrate". Avant d'ajouter : "Moi, quand je dis quelque chose, je tiens ma parole". Il m'a expliqué par ailleurs que, étant donné qu'il pratiquait déjà l'ouverture à gauche, il ne lui serait pas très difficile de la faire au sein même de sa famille politique. Même avec des gens qui n'ont pas toujours eu les mêmes opinions que lui.

Ce signe d'ouverture est aussi une manœuvre politique, stratégique ?

Oui, vers les chiraquiens-villepinistes, vers un mouvement gaulliste et plus social. Nicolas Sarkozy est intelligent. C'est une véritable bête politique qui sait définir une stratégie. C'est dans ce but qu'il me confie la tête de liste aux élections régionales de 2010.

Peu de temps après cette entrevue, le 6 octobre, Bernadette Malgorn se déclarait pourtant officiellement candidate à l'investiture UMP...

C'est son droit. Qu'elle trouve alors les moyens de faire une bonne campagne. Mais que les choses soient bien claires : je n'empêche personne de se présenter, mais si elle le fait, elle deviendra alors la candidate dissidente. Le Président me fait confiance, les militants m'ont légitimé lors d'un vote en mars dernier. Si elle y va, elle se place en situation de dissidence par rapport à la majorité présidentielle. →

Quid de ses appuis élyséens souvent évoqués ?

Que les choses soient claires là aussi : Bernadette Malgorn n'a aujourd'hui aucun appui au niveau de l'Élysée.

Pour en revenir à vous, que signifie être "villeepiniste" aujourd'hui ?

Vouloir toujours rattacher quelqu'un à une étiquette politique est, je pense, une erreur. En réalité, j'ai des amitiés et des fidélités envers Dominique de Villepin, c'est tout. Je n'aime pas trop qu'on me décrive comme "villeepiniste". Mais ce n'est pas le débat aujourd'hui. Les affaires entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy relèvent de la justice. Et je ne veux pas que le débat régional soit pollué par un débat national. Ce sont deux choses radicalement différentes.

Vous faites partie du premier cercle autour de l'ex-Premier ministre. Qu'est ce qui vous plaît chez l'homme ?

La faconde, la posture ! Sa réflexion politique aussi, sur des sujets comme la discrimination positive, l'égalité des chances, le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, l'Europe... Également sur ce sujet primordial qu'est la laïcité, ciment de la République et rempart au danger du communautarisme. Ce républicanisme de Dominique de Villepin me plaît, me parle... Et puis franchement, ces histoires de voile par-ci, par-là, ça commence à me chauffer les oreilles. Tout ce qui touche à la laïcité, fondement même de notre société et du vivre ensemble, doit être défendu.

Vous seriez prêt à soutenir une candidature de Dominique de Villepin en 2012 ?

Je ne réponds pas à cette question. Elle n'est pas d'actualité. Attendons d'abord que les affaires judiciaires soient réglées. Il faut être raisonnable. Que Dominique de Villepin participe au débat national, il en a le droit, l'expérience. N'a-t-il pas été Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Intérieur ? Mais dire qu'il est candidat aujourd'hui, je ne sais pas.

Dans l'hypothèse qu'il le soit, serait-il, pour vous, une alternative crédible ?

C'est un homme d'État.

Êtes-vous "sarko-compatible" ?

Déjà, qu'est ce que le "sarkozysme" ? Quelle en est sa définition ? Être systématiquement derrière le Président ?

Quand il dit qu'il faut réformer les armées : il a raison. Quand il dit qu'il faut ouvrir le capital de La Poste, sans néanmoins la privatiser mais pour que cette institution survive et se développe : il a raison. À mes yeux, il y a des points indiscutables. En revanche, concernant la baisse de la TVA dans la restauration, je ne suis pas d'accord. J'aurais attendu. Compte tenu de la situation et des dérives des dépenses publiques - 140 milliards de déficit au budget ! -, il aurait mieux

Quel regard portez-vous sur le bilan de Jean-Yves Le Drian, actuel président PS de la Région ?

Je n'ai pas besoin d'un regard. Un simple coup d'œil suffit. La seule chose dont on se souviendra, c'est la "Breizh Touch" et la politique de communication excessivement coûteuse qu'il a menée.

En tant que député du Finistère, vous êtes aussi un candidat de l'Ouest de la Bretagne. Cet argument géographique pèsera-t-il dans votre campagne ?

La Bretagne occidentale sera en effet représentée. Il est vrai que nous n'avons d'autres choix que de regarder vers l'Est. Nos amis Rennais et nos amis Lorientais ont peut-être davantage le re-

“Le bilan de Jean-Yves Le Drian ? La seule chose dont on se souviendra, c'est la “Breizh Touch” et la politique de communication excessivement coûteuse qu'il a menée.”

valu attendre une période plus sereine. Je lui ai dit d'ailleurs. Quand à Hadopi, j'étais réservé. Idem pour le texte sur le recours aux tests ADN contre lequel j'étais opposé pour une question d'éthique. Un député doit toujours exprimer ses pensées et participer au débat.

Vous vous êtes aussi distingué par votre opposition à la réforme constitutionnelle (Jacques Le Guen figurait parmi les six parlementaires UMP à avoir voté contre. 310 ont voté pour, ndlr).

J'ai considéré que cette réforme constitutionnelle n'était pas bonne pour la France. Ou alors que c'était une demi-réforme. En effet, soit on se dirigeait vers un régime présidentiel, soit on restait comme on était et dans ce cas-là, on maintenait les institutions. Mais regardez le rôle du Premier ministre aujourd'hui, il n'existe plus. Tous les arbitrages se font depuis l'Élysée.

gard porté vers l'Est, vers Paris. Est-ce que Rennes regarde trop en direction de Paris ? La future ligne TGV Rennes-Paris - supposée relier les deux villes en 1 h 27 - n'éloignera-t-elle pas davantage les Bretons de Bretagne occidentale qui deviendraient ainsi des ultras périphériques ? Sur ces sujets, il faut être vigilant. Idem pour les sujets liés à la santé. Si on n'est pas prudent, le CHU de Brest pourrait ainsi un jour être en situation délicate par rapport à Rennes, voire à Nantes. Je préconise d'ailleurs la création d'un pôle universitaire hospitalier de Bretagne Occidentale. Enfin, en dehors des thèmes traditionnels, j'introduirai dans ma campagne un important volet social, en abordant des thèmes comme le vieillissement de la population. Je demanderai également le droit à l'expérimentation d'un certain nombre de mesures dans le domaine de la santé publique. Pourquoi a-t-on plus de cancers en Bretagne qu'ailleurs ? Pourquoi a-t-on plus de suicides ? Voilà des interrogations au cœur de chaque Breton. ■